

NOTE DE SERVICE

N° 00-135-A-R du 22 novembre 2000

NOR : BUD R 00 000135 N

Texte publié au BOCP

FONDS DE COMPENSATION DE LA FISCALITÉ TRANSFÉRÉE

ANALYSE

Communication du montant des attributions pour l'année 2000

Date d'application : 22/11/2000

MOTS-CLÉS

COMPTABILITÉ ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; SERVICES DÉCONCENTRÉS DU TRÉSOR ;
DÉPARTEMENT ; RECOUVREMENT ; IMPÔT ; COMPENSATION ; TAUX

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPG	DOM										

DIFFUSION

GT 110

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

4^{ème} Sous-direction - Bureau 4A

SOMMAIRE

1. LES ATTRIBUTIONS VERSÉES AUX DÉPARTEMENTS BÉNÉFICIAIRES.....	3
2. LES PRÉLÈVEMENTS EFFECTUÉS À L'ENCONTRE DES DÉPARTEMENTS SURFISCALISÉS.....	3

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Attributions de 2000 à verser aux départements bénéficiaires.	5
ANNEXE N° 2 : Les prélèvements à opérer en 2000 dans les départements surfiscalisés.....	7

La présente note de service a pour objet de rappeler aux trésoreries générales les modalités de fonctionnement du fonds de compensation de la fiscalité transférée.

Ce fonds, créé pour se substituer en partie à la dotation générale de décentralisation, a vocation à assurer la neutralité financière des partages de compétences entre l'Etat et les collectivités locales.

A cet égard, la situation des ressources fiscales transférées aux départements est examinée chaque année, dans le but de fixer par arrêté ministériel la liste des départements considérés comme surfiscalisés. Ceux-ci subissent un prélèvement au titre du réajustement de leur fiscalité, constituant les recettes annuelles du fonds de compensation de la fiscalité transférée.

Ces recettes, après répartition par le ministère de l'intérieur, sont versées en trois mensualités d'octobre à décembre, aux départements bénéficiaires des attributions du fonds.

Les opérations de recettes et de dépenses du fonds au titre de l'année 2000, sont retracées au compte 475-7300 "Fonds de compensation de la fiscalité transférée – Année 2000".

Au plan central, ce compte doit présenter un solde nul en fin d'année. C'est pourquoi, il est demandé aux trésoreries générales de s'assurer de la bonne exécution des opérations prévues en 2000, au vu des annexes 1 et 2 indiquant par département le montant des attributions et des prélèvements.

1. LES ATTRIBUTIONS VERSÉES AUX DÉPARTEMENTS BÉNÉFICIAIRES

Les montants indiqués en annexe, communiqués par le Ministère de l'Intérieur, doivent faire l'objet d'un versement au profit des départements bénéficiaires, en trois échéances à partir du mois d'octobre jusqu'au mois de décembre.

Conformément aux dispositions de l'instruction n° 97-081-A-R du 5 juin 1997, les trésoriers-payeurs généraux débitent le compte 475-7300 précité, à réception des arrêtés préfectoraux émis au cours du quatrième trimestre 2000.

Les montants communiqués seront rapprochés de ceux passés en écriture dans les trésoreries générales. Ils doivent correspondre *au franc près*, au montant prévu. Si des anomalies sont constatées, ou en cas d'absence d'arrêté préfectoral permettant d'effectuer les versements, il conviendra de contacter les services des préfectures pour effectuer les régularisations utiles, avant la fin de gestion 2000.

2. LES PRÉLÈVEMENTS EFFECTUÉS À L'ENCONTRE DES DÉPARTEMENTS SURFISCALISÉS

Il est rappelé que les trésoreries générales des départements surfiscalisés ont été destinataires en avril dernier de l'arrêté interministériel, fixant pour 2000 le montant des prélèvements à effectuer au profit du fonds (annexe 2).

Ces prélèvements, opérés sous forme de retenues sur les ressources fiscales des départements concernés (avances de taxe différentielle sur les véhicules à moteur ou droits d'enregistrement et de publicité foncière) sont transférés chaque mois à l'ACCT, qui les porte au crédit du compte 475-7300.

Les prélèvements prévus pour 2000 doivent être exécutés en totalité avant la fin de gestion 2000.
Toute difficulté d'application doit être signalée à la direction générale, sous le présent timbre.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique
LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 4^{ÈME} SOUS-DIRECTION

DOMINIQUE LAMIOT

ANNEXE N° 1 : Attributions de 2000 à verser aux départements bénéficiaires.

DEPARTEMENTS	Débit du compte 475.7300
(*) départements surfiscalisés	
01 AIN	1 750 547
02 AISNE	26 858 922
03 ALLIER	11 280 307
04 ALPES HTE PROVENCE	723 699
05 HTES ALPES (*)	-
06 ALPES MARITIMES (*)	-
07 ARDECHE	13 562 289
08 ARDENNES	24 160 635
09 ARIEGE	3 882 531
10 AUBE	6 171 661
11 AUDE	11 339 801
12 AVEYRON	17 708 997
13 BOUCHES DU RHONE	52 180 441
14 CALVADOS	20 164 242
15 CANTAL	7 904 828
16 CHARENTE	8 868 737
17 CHARENTE MARITIME	21 147 698
18 CHER	20 543 701
19 CORREZE	18 564 389
20 CORSE DU SUD	34 357 750
20B HAUTE CORSE	33 456 590
21 COTE D'OR	9 653 494
22 COTE D'ARMOR	34 475 686
23 CREUSE	12 227 784
24 DORDOGNE	38 239 933
25 DOUBS	3 602 244
26 DROME	13 617 611
27 EURE	23 468 646
28 EURE ET LOIR (*)	-
29 FINISTERE	69 193 590
30 GARD	14 237 295
31 HTE GARONNE (*)	-
32 GERS	7 934 318
33 GIRONDE	16 145 173
34 HERAULT (*)	-
35 ILLE ET VILAINE	46 856 117
36 INDRE	6 508 730
37 INDRE ET LOIRE	24 609 274
38 ISERE	12 142 007
39 JURA	5 461 748
40 LANDES	20 196 232
41 LOIR ET CHER	8 602 193
42 LOIRE	24 983 038
43 HAUTE LOIRE	962 447
44 LOIRE ATLANTIQUE	30 018 587
45 LOIRET	3 397 622
46 LOT	6 014 108
47 LOT ET GARONNE	8 323 804
48 LOZERE	12 038 448
49 MAINE ET LOIRE	23 788 915
50 MANCHE (*)	-

ANNEXE N° 1 (suite et fin)

DEPARTEMENTS	Débit du compte 475.7300
(*) départements surfiscalisés	
51 MARNE	4 479 869
52 HAUTE MARNE	6 971 747
53 MAYENNE	4 689 137
54 MEURTHE ET MOSELLE	25 658 538
55 MEUSE	12 574 891
56 MORBIHAN	32 539 541
57 MOSELLE	45 093 652
58 NIEVRE	13 999 869
59 NORD	253 050 579
60 OISE	26 208 320
61 ORNE	19 268 169
62 PAS DE CALAIS	112 828 020
63 PUY DE DOME (*)	-
64 PYRENEES ATLANTIQUES	13 990 517
65 HAUTES PYRENEES	12 336 847
66 PYRENEES ORIENTALES (*)	-
67 BAS RHIN	7 918 849
68 HAUT RHIN	9 074 216
69 RHONE	39 756 474
70 HAUTE SAONE	14 152 570
71 SAONE ET LOIRE	8 272 357
72 SARTHE	17 929 412
73 SAVOIE (*)	-
74 HAUTE SAVOIE (*)	-
75 PARIS (*)	-
76 SEINE MARITIME	46 461 979
77 SEINE ET MARNE (*)	-
78 YVELINES (*)	-
79 DEUX SEVRES	9 969 688
80 SOMME	17 549 762
81 TARN	5 741 090
82 TARN ET GARONNE	6 574 604
83 VAR (*)	-
84 VAUCLUSE	12 543 855
85 VENDEE	17 196 600
86 VIENNE	16 939 832
87 HAUTE VIENNE	23 797 949
88 VOSGES	10 410 879
89 YONNE	22 770 169
90 BELFORT	5 510 298
91 ESSONNE (*)	-
92 HTS DE SEINE (*)	-
93 SEINE ST DENIS	43 574 692
94 VAL DE MARNE	24 516 468
95 VAL D'OISE	17 371 512
971 GUADELOUPE	60 906 532
972 MARTINIQUE	87 842 275
973 GUYANE	18 460 605
974 LA REUNION	240 393 302
TOTAL	2 180 652 474

ANNEXE N° 2 : Les prélèvements à opérer en 2000 dans les départements surfiscalisés.

DEPARTEMENTS SURFISCALISES	Crédit du compte 475.7300 (à l'ACCT)
05 HAUTES ALPES	3 797 983
06 ALPES MARITIMES	345 935 066
28 EURE ET LOIR	289 402
31 HAUTE GARONNE	138 069 763
34 HERAULT	9 915 245
50 MANCHE	32 767 526
63 PUY DE DOME	48 042 486
66 PYRENEES ORIENTALES	39 077 654
73 SAVOIE	37 960 871
74 HAUTE SAVOIE	75 869 913
75 PARIS	969 524 037
77 SEINE ET MARNE	45 246 667
78 YVELINES	123 810 476
83 VAR	17 416 345
91 ESSONNE	45 941 231
92 HAUTS DE SEINE	246 987 809
TOTAL	2 180 652 474